MISSIONPRO

Parapublic Governance OS

Dossier de présentation et de candidature

Systèmes de pilotage de la performance et de supervision des organismes publics

Version 1 • 11 novembre 2026 • Base fonctionnelle publiée en version 76

Notre proposition

Nous proposons une démarche pour transformer des données dispersées entre entreprises publiques, établissements et agences en informations vérifiables, utilisables par leurs dirigeants, leurs conseils et leurs tutelles. MissionPro associe un parcours de production et de validation des indicateurs, un registre des organismes et de leurs relations, une consolidation de gestion et une revue débouchant sur des décisions suivies.

La valeur recherchée réside dans la capacité des institutions à comprendre leurs résultats et à agir. Elle dépend des responsabilités attribuées, de définitions comparables, de sources fiables et de la régularité des revues. Le déploiement comprend donc le cadrage institutionnel, la qualification des données et l'accompagnement des équipes, en complément du paramétrage du système.

Comment utiliser ce dossier

Ce document présente la solution, ses limites et une méthode de mise en œuvre. Il fournit ensuite une trame d'offre technique, une simulation budgétaire et les pièces à préparer pour répondre à une consultation déterminée. Le classeur associé permet de modifier les charges, les tarifs, les dépenses, les taxes et les coûts récurrents.

Les montants sont des hypothèses pédagogiques, sans valeur de devis ni d'engagement contractuel. Une candidature finale doit reprendre les formulaires du dossier de consultation et être validée par la structure candidate.

Conception et direction méthodologique : Dr Abdou Karim GUEYE
DBA • MBA • ENAM • Master in Laws
Inspecteur général d'État à la retraite • Ancien DG ENAM

1 Comprendre le système et son fonctionnement

L’organisme reste responsable de ses données. La tutelle organise un périmètre de supervision et consulte les informations explicitement transmises. Cette organisation évite de confondre la responsabilité de produire une valeur avec le droit d’examiner un ensemble d’organismes.

Étape	Travail réalisé	Résultat utilisable
Définir	Préciser formule, unité, période, source, cible et preuve attendue.	Une définition versionnée, soumise à approbation.
Produire	Saisir numérateur, dénominateur, référence de source et explication.	Une valeur rattachée à un organisme et une période.
Valider	Faire examiner la valeur par une personne habilitée distincte.	Une valeur validée ou retournée pour correction.
Transmettre	Autoriser le rattachement et choisir les valeurs à partager.	Un instantané transmis au portefeuille accepté.
Consolider	Vérifier comparabilité, couverture et recouvrements.	Un ratio recalculé ou une anomalie expliquée.
Décider	Examiner les écarts et enregistrer les suites.	Une décision, un responsable et une preuve attendue.

Traiter les ministères et les filiales

Le registre distingue les liens de tutelle, de participation et de contrôle et les situe dans le temps. Une société mère peut transmettre un périmètre de groupe ; une filiale peut également transmettre ses propres valeurs. Le calcul doit alors choisir une lecture cohérente ou signaler le recouvrement. La somme de tableaux ministériels ne constitue pas automatiquement un tableau national : les entités communes doivent être rapprochées.

Les ratios compatibles se recalculent à partir des sommes de leurs numérateurs et dénominateurs. Les scores de maturité, les pourcentages et les ratios financiers ne s’additionnent pas. Une donnée absente reste manquante. Le système fournit une consolidation de gestion ; il ne réalise pas une consolidation comptable avec élimination automatique des opérations intragroupe.

Relier performance et capacités

La chaîne de lecture relie le mandat aux résultats, aux capacités, aux ressources et aux preuves. Un résultat insuffisant ouvre une analyse des causes : processus, compétences, moyens, coordination ou qualité de la donnée. RICAC et EIA peuvent soutenir l’assurance et l’apprentissage dans une mission distinctement définie ; les passerelles actuelles sont méthodologiques et documentaires.

2 Fonctions disponibles et développements à prévoir

La réponse à une consultation doit distinguer ce qui peut être présenté dans le système existant, ce qui demande une configuration et ce qui nécessite un développement. Cette distinction permet de justifier les délais, les coûts et les critères de réception.

Bloc	Base disponible en version 76	Limite à intégrer à l'offre
Organisme	Dictionnaire, définitions versionnées, saisie, validation distincte, exports et suivi d'actions.	Paramétrage métier à approuver ; sources et preuves référencées dans le système documentaire source.
Portefeuille	Registre, relations datées, rattachement accepté et transmission explicite.	Périmètres et habilitations réels à établir ; aucun mandat institutionnel préchargé.
Consolidation	Ratios comparables, contrôles de couverture et de recouvrement.	Catalogue sectoriel à qualifier ; absence de consolidation comptable automatique.
Pilote	Charte versionnée, six confirmations sourcées, revue et situation figée.	Références humaines déclarées ; aucune nomination ni signature électronique.
Conseil et ressources	Pages par rôle, ressources et démonstrateurs de gouvernance.	Ne pas assimiler tous les démonstrateurs à des fonctions de production intégrées.
Intégrations	Architecture web et exports du parcours existant.	Import Excel, dépôt privé de pièces, connecteurs et alimentation automatique des Command Centers à développer selon le besoin.
Intelligence artificielle	Perspectives de copilotes et d'aide à l'analyse.	Pas d'analyse IA autonome ni de synchronisation automatique entre plateformes.

Architecture de la réalisation actuelle

L'application web s'appuie sur des routes serveur, une base relationnelle D1 et les capacités d'hébergement Sites sur Cloudflare Workers. Les valeurs, les périmètres, les transmissions et les événements de contrôle sont enregistrés dans le parcours applicatif. Le choix d'un hébergement institutionnel différent, d'un annuaire ou d'une intégration au système d'information du client constitue une étude et une prestation à chiffrer.

La présence de contrôles d'accès applicatifs et de journaux ne constitue pas une certification de sécurité, de conformité ou d'audit. La recette avec les comptes métier hébergés, les essais de charge, la restauration et les exigences de disponibilité restent des jalons de qualification avant utilisation institutionnelle.

3 Les bénéfices attendus et leur mesure

Nous proposons d'évaluer les gains sur une situation initiale documentée, puis sur plusieurs cycles comparables. L'objectif est de vérifier une amélioration effective des pratiques de pilotage. Aucun pourcentage d'économie ni retour sur investissement n'est garanti par la seule disponibilité de l'application.

Bénéfice attendu	Indicateur de gain	Méthode de vérification
Moins de retraitements	Heures consacrées à préparer un cycle de reporting.	Relever le temps initial puis après stabilisation, à périmètre constant.
Des données plus exploitables	Part des valeurs attendues reçues et validées à échéance.	Numérateur : valeurs conformes dans le délai ; dénominateur : valeurs attendues.
Une meilleure comparabilité	Part des indicateurs ayant une définition commune approuvée.	Examiner versions, unités, périodes et règles d'exclusion.
Moins de doubles comptes	Nombre de recouvrements non résolus avant revue.	Conserver le registre des anomalies et leur traitement.
Des suites plus effectives	Part des actions échues dont la clôture est vérifiée.	Distinguer déclaration d'exécution et vérification par une autre personne.
Une décision plus éclairée	Délai entre clôture de période et revue documentée.	Comparer les dates et examiner l'utilité des décisions prises.

Une lecture utile à chaque niveau

La direction d'un organisme dispose d'un cadre pour expliquer ses écarts et organiser les corrections. Le conseil peut relier l'examen des résultats à ses décisions. Le ministère ou la tutelle obtient une lecture du périmètre effectivement couvert, avec les limites de comparabilité. Le responsable transversal du secteur parapublic peut préparer une vision de portefeuille, sous réserve d'habilitations et de règles communes de rapprochement.

Évaluer les économies avec prudence

Une estimation monétaire du temps gagné peut être calculée ainsi : heures initiales moins heures après déploiement, multipliées par le coût horaire chargé et par le nombre de cycles comparables. Il convient d'en retirer les charges additionnelles d'exploitation et de contrôle. Ce gain de capacité ne correspond pas nécessairement à une économie budgétaire encaissable.

La réduction des risques, la qualité du dialogue avec la tutelle et la continuité des connaissances sont des bénéfices distincts. Ils doivent être étayés par des cas, des décisions et des preuves, plutôt que convertis artificiellement en montants financiers.

4 Notre méthode de mise en œuvre

Partir du mandat et des décisions à éclairer

Nous commençons par identifier les autorités concernées, les responsabilités de production et de supervision, les utilisateurs et les décisions attendues. Les entretiens et l'analyse des documents existants permettent de délimiter les résultats à suivre, les informations réellement disponibles et les capacités à renforcer. Le cadrage précise les exclusions, les dépendances et les critères de réussite.

Construire le référentiel avec les équipes

Chaque indicateur retenu fait l'objet d'une fiche : finalité, formule, unité, périodicité, sens d'amélioration, source, responsable, valideur, preuve, limites et seuils. Les périmètres de groupe et les relations entre organismes sont examinés avant l'agrégation. La tutelle et les sources conviennent du calendrier de transmission et des règles de correction. Les définitions sont approuvées avant le premier cycle.

Paramétrer puis éprouver un périmètre limité

Le paramétrage reprend le registre approuvé et les habilitations. La première recette utilise des données fictives avec plusieurs comptes distincts : administrateur, producteur, valideur et superviseur. Nous vérifions les refus d'accès, les corrections, les transmissions, la révocation et le traitement des filiales. Les réserves sont consignées puis levées ou explicitement acceptées par le client.

Accompagner le travail réel

La formation s'organise autour des tâches à réaliser : produire une valeur justifiée, contrôler une définition, expliquer une anomalie, préparer une revue et vérifier une action. Des séances d'accompagnement sur le terrain complètent les supports. Les référents du client reprennent progressivement la conduite des cycles et la mise à jour du référentiel.

Conditionner l'extension aux résultats du pilote

Un premier cycle institutionnel ne commence qu'après autorisation et qualification de l'environnement. La revue examine les résultats, la couverture, les réserves et les causes des écarts. Elle débouche sur une décision de poursuite, de poursuite sous conditions ou de suspension. L'extension est chiffrée à partir des leçons du pilote, du nombre d'organismes et des intégrations réellement nécessaires.

Les changements de périmètre font l'objet d'une fiche d'impact : besoin, justification, livrables concernés, jours supplémentaires, coût, délai et décision. Le calendrier et le prix sont ajustés avant l'engagement du travail additionnel.

5 Plan de travail et livrables proposés

Le scénario de référence porte sur une tutelle, cinq entités opérationnelles, un indicateur consolidable G01 et un cycle. Un ensemble limité de fiches complémentaires peut être préparé sans promettre leur consolidation. La durée illustrative est de douze semaines après disponibilité des interlocuteurs, sources et accès ; elle ne constitue pas un délai contractuel.

Phase	Période indicative	Livrable et condition de réception
Cadrage	Semaines 1 à 2	L1 Note de démarrage, mandat, périmètre et responsabilités approuvés.
Référentiel	Semaines 2 à 4	L2 Registre et fiches d'indicateurs approuvés ; règles de groupe explicites.
Configuration	Semaines 4 à 7	L3 Environnement paramétré et dossier des droits soumis à recette.
Recette et transfert	Semaines 7 à 9	L4 Procès-verbal des tests, réserves, guides et exercice pratique des référents.
Premier cycle	Semaines 10 à 11	L5 Tableau validé, couverture et limites documentées ; revue tenue.
Bilan et suites	Semaine 12	L6 Bilan, actions, conditions d'extension et plan d'exploitation remis.

Équipe et charges illustratives

Fonction	Jours personnes	Contribution principale
Direction de mission	20	Cadrage, arbitrages, qualité et dialogue institutionnel.
Gouvernance et performance	15	Mandats, responsabilités, définitions et revues.
Données et consolidation	18	Registre, comparabilité, contrôles et essais.
Ingénierie applicative	30	Configuration, adaptations limitées et recette technique.
Formation et accompagnement	12	Guides, exercices et appui aux référents.
Total	95	Des interventions se déroulent en parallèle.

Les 95 jours personnes représentent une charge cumulée, non 95 jours de calendrier. Les profils, CV, disponibilités et règles de remplacement doivent être confirmés. Un audit de sécurité spécialisé, des connecteurs multiples ou une migration d'hébergement étendent le scénario et nécessitent un chiffrage propre.

6 Qualité sécurité et conditions de réception

La réception combine les essais techniques, les contrôles métier et la capacité des équipes à exécuter le processus. Les preuves de recette doivent être rattachées à la configuration livrée, à la période testée et aux réserves connues.

Domaine	Vérification proposée	Preuve attendue
Accès	Un compte hors organisme ne consulte ni ne modifie les données de cet organisme.	Scénarios positifs et négatifs avec comptes distincts.
Validation	L'auteur ne valide pas sa propre définition ni sa propre valeur.	Refus observé puis validation distincte tracée.
Périmètre	Les entités, dates et rattachements correspondent au registre approuvé.	Rapprochement du registre et des transmissions.
Calcul	Le ratio se recalcule sur des données compatibles ; les manquants et doubles comptes sont visibles.	Jeu de contrôle avec résultats calculés indépendamment.
Correction	Une nouvelle version reste retraçable ; une révocation affecte la vue courante.	Journal, export et comparaison avant et après.
Revue	La situation enregistrée reste figée malgré une évolution ultérieure.	Compte rendu et contrôle de l'historique.
Exploitation	Les procédures de sauvegarde, restauration, support et sortie sont éprouvées.	Rapport d'exercice et responsabilités approuvées.

Qualification de la base existante

Les travaux de la version 76 ont fait l'objet de contrôles locaux sur données fictives : 19 scénarios d'indicateurs institutionnels, 16 de portefeuilles et 13 du cadrage et de la revue. Ces résultats constituent des éléments de développement. Ils ne prouvent pas une recette institutionnelle, une résistance à la charge ni un audit indépendant de sécurité. Les scénarios et leurs preuves doivent être rejoués pour la configuration du marché.

Conditions à contractualiser

Le client et le prestataire fixent les catégories de données autorisées, les obligations de confidentialité, les localisations admissibles, la durée de conservation et la procédure d'incident. La disponibilité, les temps de réponse, les délais de support ainsi que les objectifs de reprise et de perte de données sont des engagements à négocier après qualification. Aucun niveau de service n'est présumé acquis.

La réversibilité doit couvrir les données, le dictionnaire, les relations, les historiques, la documentation et les droits d'utilisation ou de remise du code convenus. Le format, la fréquence des exports, le coût de sortie et l'assistance au transfert sont précisés dans le contrat.

7 Trame pour une offre technique adaptée

La structure suivante est une base de rédaction. Les rubriques, limites de pages et formulaires imposés par la consultation prévalent. Chaque engagement doit être rapproché d'une exigence et d'un livrable accepté dans le budget.

Rubrique	Texte ou information à adapter
Identification	Autorité contractante [à compléter] ; consultation [référence] ; lot [numéro] ; structure candidate [dénomination et statut].
Compréhension	Décrire le problème, les décisions visées, les catégories d'organismes, les contraintes de données et les résultats attendus par le client.
Réponse proposée	Nous proposons de déployer un dispositif de pilotage sur [périmètre], reliant [sources], validation, consolidation et revues selon les règles approuvées par [autorité].
Méthode	Reprendre les phases 1 à 6 ; adapter les ateliers, le nombre de cycles, les visites, les langues et les responsabilités.
Solution	Séparer les fonctions existantes, les paramétrages, les développements spécifiques et les exclusions. Joindre une architecture adaptée.
Livrables	Pour chaque livrable : contenu, format, responsable, échéance, délai d'examen et critère de réception.
Équipe	Joindre les CV demandés, les jours par profil, les disponibilités et les attestations de références pertinentes.
Qualité et exploitation	Décrire la recette, la sécurité à qualifier, le transfert, la maintenance et la réversibilité.
Hypothèses	Lister les données, accès et validations attendus du client, les dépendances et la procédure de changement.

Texte de proposition de valeur réutilisable

Notre intervention vise à rendre les résultats des organismes publics comparables, explicables et utilisables dans les décisions de gouvernance. Elle associe la construction du référentiel, l'organisation des responsabilités, le paramétrage d'un système de pilotage et l'accompagnement des équipes sur un premier cycle. La supervision sectorielle conserve la visibilité sur le périmètre couvert, les données manquantes et les recouvrements entre sociétés mères et filiales. Les décisions de revue sont reliées à des responsables, à des échéances et à des preuves attendues.

8 Simulation budgétaire du pilote

Unité monétaire : francs CFA XOF. Les charges et tarifs ci-dessous sont des hypothèses de construction du modèle au 11 novembre 2026. Ils ne proviennent ni d'un barème agréé ni d'un devis fournisseur. Ils doivent être remplacés avant dépôt d'une offre. Les taxes ne sont pas déterminées dans cette simulation.

Poste	Quantité	Prix unitaire XOF	Montant HT XOF
Direction de mission	20	350 000	7 000 000
Gouvernance et performance	15	300 000	4 500 000
Données et consolidation	18	250 000	4 500 000
Ingénierie applicative	30	275 000	8 250 000
Formation et accompagnement	12	200 000	2 400 000
Ateliers de travail	2	500 000	1 000 000
Missions et déplacements locaux	8	100 000	800 000
Mise en service et environnement de recette	1	600 000	600 000
Revue de sécurité ciblée externe	1	1 200 000	1 200 000
Prix de base simulé HT			30 250 000
Réserve client séparée	5 % du prix de base		1 512 500
Enveloppe initiale avec réserve HT			31 762 500

La réserve appartient à la planification du client : elle n'est ni une ligne automatiquement facturable ni un montant acquis au prestataire. La revue ciblée de sécurité ne vaut pas homologation et n'inclut pas nécessairement un test d'intrusion exhaustif. Les devis et termes de mission correspondants restent à obtenir.

Modalités financières à préciser

Le classeur distingue prix de base, réserve, taxes et exploitation. La simulation d'échéancier répartit le prix de base HT à 20 %, 30 %, 30 % et 20 %, associés à des livrables acceptés. Une avance éventuelle, sa garantie, les retenues, les frais bancaires, la devise de paiement et les délais de règlement doivent suivre les modalités de la consultation.

Les licences, les droits de réutilisation de MissionPro, le transfert du code, une migration, le matériel, les déplacements internationaux et les intégrations spécifiques ne sont pas présumés inclus. Toute option doit être définie et cotée séparément. Aucun taux fiscal, conversion de devise ni régime d'exonération n'est supposé.

9 Coût total et modalités de prestation

Le prix de mise en œuvre ne suffit pas à apprécier l'engagement financier. Le client doit disposer d'une estimation des coûts de fonctionnement, du support, des évolutions et de la sortie, en tenant compte de l'environnement retenu. Les abonnements doivent être confirmés auprès des fournisseurs à la date de l'offre.

Poste récurrent illustratif	Quantité annuelle	Prix unitaire XOF	Coût annuel HT XOF
Hébergement et services techniques	12	75 000	900 000
Maintenance corrective et mises à jour	12	200 000	2 400 000
Assistance et accompagnement des référents	12	100 000	1 200 000
Total annuel illustratif			4 500 000

Lecture du coût	Montant HT XOF
Prix initial de base	30 250 000
Exploitation pendant 36 mois	13 500 000
Coût total de base sur trois ans	43 750 000
Réserve client initiale séparée	1 512 500
Enveloppe sur trois ans avec réserve	45 262 500

Hypothèses : exploitation facturée pendant 36 mois dès la mise en service ; prix constants ; absence d'actualisation, de taxes et de nouvelle extension. L'environnement de recette initial ne couvre pas les mensualités de production. Les périmètres de maintenance et d'assistance doivent être séparés pour éviter de rémunérer deux fois une même activité.

Trois modalités à adapter au besoin

Une mission de diagnostic et de conception peut livrer le référentiel, le registre, l'architecture cible et un cahier de spécifications sans déployer toute la solution. Un pilote accompagné peut couvrir un périmètre limité et un premier cycle, selon le scénario présenté ici. Un programme d'extension peut ensuite ajouter des organismes, des indicateurs, des cycles et des intégrations, après décision de passage.

Ces modalités sont des périmètres de prestations, sans tarifs forfaitaires préétablis. Le chiffrage doit expliquer ses facteurs : nombre d'entités, complexité des filiales, disponibilité des sources, nombre d'interfaces, obligations d'hébergement, langues, sites à visiter et durée d'accompagnement. Un déploiement national nécessite une étude distincte ; le coût du pilote ne peut pas être simplement multiplié par le nombre d'organismes.

10 Construire une candidature recevable et étayée

Le dossier de candidature doit être préparé pour une consultation identifiée. La matrice ci-dessous permet de rapprocher les exigences, les réponses et leurs preuves. Les cases non documentées restent ouvertes ; la présence de la plateforme ne prouve pas à elle seule l'éligibilité de la structure candidate.

Exigence à relever	Réponse ou pièce à préparer	État initial
Statut du candidat et admissibilité	Confirmer cabinet, groupement ou consultant individuel selon le dossier.	À vérifier
Expériences comparables	Références vérifiables, périmètre, rôle réel, dates et attestations.	À documenter
Qualification des experts	CV au format demandé, diplômes et engagements de disponibilité.	À réunir
Solution et architecture	Démonstration de la base existante et spécification des écarts.	Base disponible ; adaptation requise
Sécurité et données	Exigences du client, analyse des risques et plan de qualification.	À qualifier
Méthode et calendrier	Livrables, responsabilités, dépendances et jours par profil.	Modèle à adapter
Prix et fiscalité	Bordereaux imposés, ventilation, devise, taxes et validité.	Simulation à remplacer
Pièces administratives	Immatriculation, attestations fiscales et sociales et autres pièces exigées.	À vérifier selon la consultation
Dépôt et signature	Formats, signataires autorisés, plateforme et date limite.	À contrôler avant transmission

Documents complémentaires utiles

Le dossier de preuve de capacité peut comprendre une démonstration guidée, des captures sans données réelles, les fiches fonctionnelles, les résultats de recette et un exemple de livrable. Les références personnelles du dirigeant doivent être distinguées des références contractuelles de la structure candidate ; aucune attestation ni mission comparable n'est présumée acquise dans ce modèle.

Avant transmission, vérifier la cohérence entre méthode, calendrier, jours experts, budget, modalités d'exploitation et engagements proposés. Reprendre la numérotation et les formulaires du client, supprimer les champs non renseignés et faire approuver la version finale par le signataire habilité. La préparation de ce dossier ne constitue pas une autorisation de dépôt, d'envoi ou de signature.

11 Préparer la prochaine réponse à une consultation

Les informations à collecter dès réception

Pour transformer ce dossier en offre, réunir l'avis, les termes de référence, les instructions aux candidats, la grille d'évaluation et les formulaires financiers. Identifier la date limite et le canal de dépôt, le statut de candidat admis, les critères éliminatoires, les références exigées et la composition minimale de l'équipe.

Question de cadrage	Réponse à obtenir
Qui supervise et qui produit les données ?	Autorités, ministères, tutelles, organismes, groupes et filiales.
Quel volume doit être couvert ?	Nombre d'entités, utilisateurs, indicateurs, périodes et cycles.
Quelles sources sont disponibles ?	Fichiers, applications, qualité, historique et propriétaires.
Où et comment exploiter la solution ?	Hébergement admissible, annuaire, connectivité, support et langues.
Quelles adaptations sont indispensables ?	Imports, interfaces, justificatifs, consolidation et tableaux requis.
Comment jugera-t-on le succès ?	Critères de réception, preuves, niveau de service et transfert.
Quelles contraintes financières ?	Budget, devise, taxes, modalités de paiement et options.

Composer le dossier final

Le dossier final associera une lettre et les formulaires de candidature, une offre technique adaptée, une offre financière conforme aux bordereaux, les CV et disponibilités, les références attestées, les pièces administratives et une matrice de conformité. Selon la consultation, on pourra joindre un protocole de démonstration, un plan de gestion des données, un plan de transfert et une proposition de maintenance.

Repères documentaires de la solution

Présentation d'ensemble : https://parapublicgovernance.online/synthese/
Parcours entreprise : https://parapublicgovernance.online/entreprises/indicateurs/
Méthode de consolidation : https://parapublicgovernance.online/consolidation/
Exercice fictif : https://parapublicgovernance.online/consolidation/pilote/
Dossier pilote : https://parapublicgovernance.online/pilote-sectoriel/

Base documentaire : pages et parcours applicatifs de la version 76, rapport de vérification du pilote du 11 novembre 2026 et modèle de charges construit pour ce dossier. Les capacités et limites sont décrites à cette date ; les exigences particulières de chaque client doivent faire l'objet d'une analyse d'écart.